

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le [cf. Date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHRYSTAL PLASTIC

13 rue de Troisvilles
BP 145
59540 CAUDRY

Références : 2023-V1-054
Code AIOT : 0007001076

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement CHRYSTAL PLASTIC implanté 13 rue de Troisvilles BP 145 59540 CAUDRY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Après une visite d'inspection du 13 mars 2020, le site a été mis en demeure par arrêté du 9 juillet 2020 de respecter les dispositions de l'alinéa 9 de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 1998 concernant le stockage extérieur de matières premières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRYSTAL PLASTIC
- 13 rue de Troisvilles BP 145 59540 CAUDRY
- Code AIOT : 0007001076
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société CHRYSTAL PLASTIC exploite à Caudry une unité de fabrication de films plastique par extrusion.

Implanté dans la zone industrielle de Caudry, cet établissement, autorisé par arrêté préfectoral du

13 octobre 1998, relève d'un régime d'autorisation pour la rubrique suivante :

- Rubrique n°2661-1-a « Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression » - quantité autorisée : 30 tonnes/jour.

Un porter à connaissance a été déposé en juin 2016. Il est en cours d'instruction. Des compléments ont été demandés à l'exploitant mais n'ont pas encore été transmis à cette date.

La société dispose de 8 lignes d'extrusion selon la taille des produits réalisés, 2 machines de régénération et 7 machines à souder.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté de mise en demeure du 9 juillet 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	déchets produits	Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 11.2	observation	Sans objet
2	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 11.5	Fait susceptible de mise en demeure	Sans objet
3	mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 15.3 alinéa 2	observation	Sans objet
4	conditions de stockage extérieur	Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 15.3 alinéa 9	Mise en demeure	Sans objet
5	APMD	AP de Mise en Demeure du 09/07/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 9 juillet 2020 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 11.2																							
Thème(s) : Risques chroniques, déchets																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
Prescription contrôlée :																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Référence nomenclature</th> <th>Nature du déchet</th> <th>Quantité annuelle maximale produite</th> <th>Filières de traitement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>20.01.00</td> <td>DIB</td> <td>720 m³</td> <td>VAL - E plutôt que DC2</td> </tr> <tr> <td>20.01.01</td> <td>Cartons</td> <td>360 m³</td> <td>VAL - E</td> </tr> <tr> <td>20.01.09</td> <td>Huiles usagées</td> <td>2,5 m³</td> <td>VAL - E</td> </tr> <tr> <td>20.01.03</td> <td>Plastiques</td> <td>700 t</td> <td>VAL - I</td> </tr> </tbody> </table>	Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite	Filières de traitement	20.01.00	DIB	720 m ³	VAL - E plutôt que DC2	20.01.01	Cartons	360 m ³	VAL - E	20.01.09	Huiles usagées	2,5 m ³	VAL - E	20.01.03	Plastiques	700 t	VAL - I			
Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite	Filières de traitement																				
20.01.00	DIB	720 m ³	VAL - E plutôt que DC2																				
20.01.01	Cartons	360 m ³	VAL - E																				
20.01.09	Huiles usagées	2,5 m ³	VAL - E																				
20.01.03	Plastiques	700 t	VAL - I																				
Constats :																							
<p><u>Visite du 19/01/2021:</u> Observation 2 : l'exploitant ne tient pas d'état des lieux annuel de ses déchets. Aussi, l'Inspection ne peut vérifier cette prescription. Observation 3 : L'exploitant transmettra sous un mois le bilan annuel des déchets pour justifier du respect de cette prescription.</p> <p><u>Visite de 2023:</u> L'exploitant a fourni le bilan annuel 2022. Néanmoins, les unités indiquées (t) ne correspondent pas aux unités de l'arrêté (m3). Par courriel du 30 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un nouveau bilan des déchets produits en 2022 avec les unités de l'arrêté. Seuls des DIB sont produits en tenant compte du code déchet. La production de DIB respecte le volume fixé dans l'arrêté. L'exploitant ne réalise aucun tri sur site. Observation n°1 : L'exploitant organise sans délai le tri et la collecte de ses déchets de manière à favoriser la valorisation et le recyclage.</p>																							
Type de suites proposées : Sans suite																							
Proposition de suites : Sans objet																							

N° 2 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Comptabilité - Autosurveillance</u> Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes : - codification selon la nomenclature officielle publiée au J. O. du 11 novembre 1997 - type et quantité de déchets produits - opération ayant généré chaque déchet - nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets - date des différents enlèvements pour chaque type de déchets - nom et adresse des centres d'élimination - nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats : <u>Visite du 19/01/2021</u> Fait susceptible de mise en demeure n° 1 : Il manque dans ce registre la donnée de l'opération ayant généré le déchet. <u>Visite de 2023:</u> Le registre a été tenu à la disposition de l'Inspection. Celui-ci contient tous les éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : mur coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 15.3 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, entrepot
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'exploitation et destinés à être régénérés sont stockés dans des sacs palettisés dans l'entrepôt séparé des ateliers par un mur coupe-feu.
Constats : <u>Visite 2021:</u> La société n'est pas en mesure de justifier de cette prescription. La société NORPAC, susceptible d'avoir les documents justificatifs, ne dispose que d'archives papiers des documents recherchés et ne donnent pas suite à la demande de l'exploitant. Observation 4 : La société devra faire intervenir une société capable de justifier des dispositions constructives sous un délai de 3 mois. <u>Visite 2023:</u> L'exploitant a fourni à l'Inspection un procès-verbal de classement concernant la résistance au feu d'un élément de construction. Le mur qui sépare la zone de production du stockage est coupe-feu 2 heures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : conditions de stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1998, article 15.3 alinéa 9
Thème(s) : Risques accidentels, stockage de matières premières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sacs palettisés de matières premières (granulés plastiques) sont stockés conformément au dossier « flux thermique » de février 2021 sur un îlot de 51,8 m par 22 mètres et sur une hauteur de 4 m. Il est composé de 31 lignes dont 3 lignes composées de 24 palettes, de 20 lignes composées de 36 palettes et de 8 lignes composées de 18 big bags.
Constats : L'Inspection a observé le stockage extérieur de matières premières plastiques qui était composé de: <ul style="list-style-type: none"> - 8 lignes dont la quantité de big-bags était inférieure ou égale à 18, - 7 lignes sans stockage, - 2 lignes contenant 10 et 15 palettes (sur les 3 lignes de 24 palettes), - 14 lignes dont la quantité de palettes était inférieure ou égale à 28.

La hauteur des lignes de stockage de palettes (sur 2 niveaux) a été vérifiée par sondage et ne dépassait pas 4 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, stockage de matières premières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHRYSTAL PLASTIC, dont le siège social est situé 13 rue des Troisvilles à CAUDRY, exploitant une installation de Fabrication d'emballages en polyéthylène sise à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions : - de l'alinéa 9 de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 1998 susvisé en respectant les conditions de stockage des sacs palettisés, bobines et colis de matières plastiques sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les prescriptions de l'arrêté sont respectées. Voir les constats du point de contrôle N°4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet